



Comment agir contre les inégalités femmes-hommes dans les contrats de ville ?

Cas pratique : Le choix de Sophie

Cette histoire est dans sa globalité imaginaire, mais elle est reconstituée à partir de morceaux de "vrai", d'initiatives glanées auprès de différents Centres sociaux et de structures associatives locales, en France et ailleurs. Les personnages et les situations de ce récit ne sont donc pas totalement fictifs, et toute ressemblance avec des personnes ou des situations existantes ou ayant existé n'est pas tout à fait fortuite. L'objectif de cette histoire est de raconter comment une démarche dynamique autour de l'égalité filles-garçons peut être enclenchée dans une structure active sur un quartier prioritaire en politique de la ville.

Sophie, son Centre, le quartier

Je voudrais vous présenter Sophie. Elle a 38 ans, une formation en animation socio-culturelle, et est responsable depuis 6 ans du Pôle insertion Jeunesse dans un Centre socio-culturel et sportif où elle a débuté comme animatrice trois ans auparavant. Le Centre compte sept pôles : solidarité famille, loisirs éducatifs, éducation enfance, culture insertion jeune, insertion jeunesse, numérique et sports santé bien-être. Il se situe dans un quartier prioritaire qui abrite près de la moitié des 12 000 habitants de la commune, soit 6 325 habitants. Le Centre compte 285 familles adhérentes. Le quartier regroupe la majeure partie des équipements scolaires et administratifs de la commune, dispose de 20 % du parc social de l'agglomération constitué d'environ 2 000 logements sociaux collectifs en barres. La commune fait partie d'une communauté de communes de 120 000 qui compte cinq QPV, et autant de Centres sociaux.

Quelque chose qui cloche ...

Au fil des années, Sophie a constaté que les filles à partir de 11 -12 ans désertaient le Centre. Même si elle sait bien que les filles et les garçons n'aiment pas forcément "se mélanger" à cet âge-là, Sophie s'est posée des questions sur les raisons de cette désertion! La désertion des filles s'était aussi accentuée après que le Centre ait déménagé vers la partie extérieure du quartier, les obligeant à traverser un nouvel espace commercial où les terrasses de deux cafés, en été comme en hiver, sont surtout occupées par des hommes, et un terrain « vide » où les jeunes garçons se retrouvent, souvent bruyamment. Dans les conversations avec les jeunes filles notamment, elle a entendu « en vrac » toutes sortes de raisons expliquant cette situation : plus de devoirs après l'entrée en 6^{ème} (mais cela vaut pour les garçons aussi a priori!), sortir le soir dans le noir (à pied, à vélo?), la réticence des parents à les inscrire dans des camps de vacances à l'extérieur surtout, l'aide à la maison avec les plus petits et le ménage - et à laquelle leur(s) frère(s) ne participe(nt) pas ou peu, le regard des autres (elles disaient se sentir épiées tout le temps), les menstruations dans le cas du sport ... et aussi les activités proposées « toujours les mêmes, des trucs de filles ».

Sophie a partagé son constat plusieurs fois lors des réunions d'équipe. On lui a suggéré de réfléchir à des **activités susceptibles d'attirer plus de filles** dans son pôle.

Un premier essai ... pas transformé

Elle a alors créé un espace « place aux filles », avec des ateliers « libres » autour de projets photos, d'écriture, bricolage, sorties ... Les filles de 11 ans à 18 ans se retrouvaient le mercredi et pendant les vacances scolaires pour des discussions, des sorties « entre filles », patinoire, bowling, cinéma ... Elles ont aussi travaillé à partir de films avec les filles pour valoriser les "super-héroïnes", par exemple <https://www.centre-hubertine-auclert.fr/outil/web-serie-la-super-heroine-des-tarterets>.

Cette dynamique a entraîné la création d'un projet de web-tv, en alliance avec d'autres équipes des CSCS de la communauté de commune. Les jeunes reporters sont allées à la rencontre des filles des 5 quartiers prioritaires de la ville pour recueillir leurs vécus et leurs idées <http://www.charentelibre.fr/2014/12/23/web-tv-la-parole-aux-filles,1931741.php>

Les échanges ont montré de vrais enjeux sur la place des filles dans les quartiers, mais le diagnostic n'a pas motivé d'actions particulières de la part des autres pôles du Centre. Après deux ans, le financement de la web-tv a cessé (crédit en baisse et d'autres besoins -> projet numérique ; dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la délinquance, la radicalité, un effort a été aux CSJS pour « occuper les garçons qui tiennent les murs » identifiés comme principaux « fauteurs de trouble »).

Egalité femmes-hommes dans le contrat de ville : une nouvelle opportunité!

Il y a deux ans, **l'égalité femmes-hommes est apparue comme axe transversal obligatoire du** contrat de ville. Sophie a tout de suite entrevu une opportunité pour le Centre de travailler "sérieusement" sur le sujet, mais pas toute seule! Elle a relancé au sein de l'équipe l'idée d'une interrogation et d'une action collective sur la question, argumentant que non seulement la non-participation des filles nuisait aux filles (leur mobilité, autonomisation, développement social et sportif etc.), mais aussi au Centre qui ne remplissait plus son mandat de mixité et d'égalité. Cela risquait aussi de nuire au financement si le Centre ne remplissait pas les conditions du Contrat de ville autour de cet axe transversal obligatoire. Ce dernier argument a fait mouche! Elle a eu le feu vert pour enclencher "quelque chose". Mais quoi? Comment vais-je m'y prendre? s'est demandé Sophie ...

1ère étape : Se former

Sophie s'est portée volontaire pour participer à plusieurs séances de formation sur le sujet (organisées par les responsables « contrat de ville » et la Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité DDDFE, avec l'appui technique d'un Centre de ressource "politique de la ville" et d'une formatrice égalité femmes-hommes). Elle y a récupéré des concepts, des outils, mais aussi des contacts, des informations, des données, des idées ...

2ème étape : Obtenir un soutien en interne

Avec l'appui informel de plusieurs associations locales travaillant sur les droits des femmes, en échangeant avec la DDDFE, et en utilisant des ressources en ligne (Centre de ressources politiques de la ville, Haut Conseil pour l'égalité etc.), elle a **constitué un argumentaire** de quelques pages comprenant son constat (appuyé par les chiffres de tableaux de bord publié par le Centre de ressources en Politiques de la Ville), un rappel des lois sur la mixité et l'égalité, l'égalité femmes-hommes dans le Contrat de ville, des exemples de Centres ayant pris en main la problématique. Son argumentaire a été partagé avec le CA en avril, et elle a obtenu **d'inscrire la réflexion sur l'égalité femmes-hommes (filles/garçons en l'occurrence) dans son emploi du temps (et inscrit dans son cahier des charges reconnu par la CAF), avec un temps dédié de 2 heures par semaine jusqu'à la fin de l'année**. Cette charge a été annoncée clairement à toute l'équipe, qui a été **incitée à contribuer activement à cette démarche**. Bon an, mal an, tout le monde s'est rallié, mais la partie n'était pas gagnée!

3ème étape : Développer un diagnostic des "bénéficiaires" pour objectiver les enjeux

Sophie a bien compris qu'elle devait "objectiver" la thématique. Elle a d'abord établi la répartition des adhésions aux activités selon le sexe pour les "jeunes" fréquentant le centre.

% des adhésions par âge	dont % filles
11 - 13 (58%)	54,2 %
14 -17 (42%)	32 %

Premier point : Moins de "grand.es" que de "petit.es", moins de petits que de "petit.es" mais moins de grandes que de grands!

Elle a entrepris ensuite de **faire un point quantitatif sur les inscriptions filles-garçons dans la catégorie 11 - 17 pour les principales activités de cinq des sept pôles de son Centre, à partir des chiffres de l'année écoulée**.

En consultant les registres, et en échangeant avec ses collègues, elle a recensé le % de filles dans certaines activités (en tenant compte des tranches d'âge) en leur attribuant des "codes égalité" (marqueurs) selon le degré de mixité :

- A – moins de 30% de filles
- B - 31% à 50% de filles
- C – 51% à 70% de filles
- D – Plus de 71% de filles

Toutes les données n'étant pas systématiquement enregistrées par genre, elle a essayé *au mieux* de trouver des informations pertinentes.

Tableau 1: Répartition garçons - filles, accompagnement à la scolarité 2015 (en % par niveaux)

	CP	CE1/2	CM1/2	6°/5°	4°/3°	Lycée	%
Garçons	3	8	14	5	6	4	40/77 = 51,9 %
Filles	3	11	6	5	5	7	37/77 = 48,1%
Total	6	19	20	10	11	11	77 (100%)

Les chiffres reflètent un peu plus de filles que de garçons mais un ensemble relativement mixte avec toutefois plus de filles au lycée qui suivent l'accompagnement scolaire. Donc un marqueur B.

Tableau 2 : Répartition garçons/ filles, ateliers hebdomadaires jeunesse (en %) 11 - 13 ans

Pour le Centre de loisirs du mercredi, comme pour l'accompagnement à la scolarité, les filles et les garçons jusqu'à 11 ans sont approximativement à égalité sur la globalité du cycle. Les ateliers hebdomadaires commencent à montrer des différences entre les sexes. D'une part, si la majorité des activités sont mixtes (B), les espaces jeunesse n'échappent pas pourtant à une division sexuée des pratiques. Certaines activités (danse, chant) ne regroupent que des femmes/filles (D).

	Total	Filles	Garçons	% filles	Marqueurs
Gospel	6	6	0	100	D
Théâtre	9	6	3	50	B
Brico jardin	20	11	9	66,6	C
Coupé décalé	10	10	0	100	D
Cuisine santé	5	3	2	60	C
Jeux vidéos	10	6	4	60	C
Espace Ados	10	5	5	50	B
Cours d'arabe	17	6	11	35,2	B
Ludothèque	10	5	5	50	B
TOTAL	97	58	39	59,7	C

D'autre part, les filles sont plus nombreuses dans les activités hebdomadaires jusqu'à 12 ans (59,7%). A partir de la classe de sixième (12 ans) qui correspond au moment où les loisirs commencent à être choisis, les filles décrochent massivement et, en tout cas, davantage que les garçons. La tendance s'inverse ensuite et leur participation passe de 59,7 à 32% (chez les plus grandes 15+) et varie grandement selon les activités. Les tableaux par groupe d'âge ne sont pas insérés ici. Aucun A pour les filles dans cette catégories mais les marqueurs D des filles sont les A (-30%) des garçons!

Cependant, ces chiffres changent après (tableau non-inclus) : Pour les 14 - 17, les activités concernent globalement 32% de filles et 68% de garçons.

Tableau 3 : Sports

En plus du cas de la danse (ci-dessus) qui est une activité 100% féminine, l'étude de Sophie a confirmé que certains sports, comme les arts martiaux sont mixtes pour les plus jeunes jusqu'à 11 ans et se masculinisent rapidement après (A-B-C selon tranches d'âge).

Sport		
Arts martiaux (9-11)	52,7	C
Arts martiaux (11-13)	45,1	B
Arts martiaux (14- 17)	23,6	A

Sophie a par ailleurs reçu l'information qu'au sein du skateparks local, la part des filles ne dépasse généralement pas 10% de la population en présence, et leur représentation tend même à diminuer. Quant au city stade, a priori destiné à un usage polyvalent, il est en réalité utilisé à 90% pour le football et à 10% pour le basket, tandis que les autres sports sont exclus.

Sur le thème des sports, en fouillant sur Internet, Sophie a trouvé des chiffres illustrant qu'au niveau national, quel que soit le secteur sportif étudié (sports proposés par les municipalités et fréquentation des clubs), on comptabilise environ $\frac{1}{3}$ de pratique féminine pour $\frac{2}{3}$ de pratique masculine pour les 8-18 ans, toutes communes confondues.

Tableau 4 : Vacances scolaires

Activités	% filles	Marqueurs mixité
14 - 17 (sorties journée)	46,8	B
14 - 17 (dont camps ext.)	27,27	A

Les sorties d'un jour entrent en catégorie B (la mixité est une condition instaurée par le Centre depuis peu), les séjours sont clairement en catégorie A pour les plus grand.es (+ 14 ans) : 27,7%. Dans des rapports trouvés sur Internet, Sophie a pu constater cette tendance, avec la faible présence générale des filles dans les activités de type ville-vacances : de 30 à 40 % en moyenne nationale (Enquête Acse 2012).

Autres

Pôles et activités	% filles	Marqueurs mixité
Culture insertion jeune		
Accompagnement emploi (16+)	41,8	B
Cyberbase (14+)	37,7	B
Numérique et musique		
Salle ordinateurs (13+)	12,5	A
Salle de musique amplifiée (13+)	9,9	A

Toutes catégories d'activités confondues, le diagnostic montre clairement que le pourcentage de filles chute fréquemment le Centre chute environ de 55% à 32% après 13 ans.

Les marqueurs ABCD montrent :

A et D

-> la non-mixité de certaines activités quel que soit la tranche d'âge, et une non-mixité qui s'installe quand la tranche d'âge augmente.

-> la forte présence des garçons dans les activités faisant usage d'équipements technologiques (informatique, musique)

-> la non-mixité liée à la mobilité des filles (camps en extérieurs/séjours)

B et C

-> une mixité qui diminue avec l'âge, sauf pour les secteurs "étiquetés" d'emblée non-mixtes, masculins (foot) ou féminins (danse, chant ...)

4ème étape : Faire une lecture "égalité" des budgets du Centre

Sophie a ensuite **examiné les budgets alloués** aux différentes activités du Centre pour la tranche 11 – 17 ans (« grosso modo », le calcul de la part des salaires étant complexe).

Allocation budgétaire selon la mixité dans les programmes				
Marqueurs	A	B	C	D
100%	43%	28%	12%	17%

Les projets A (- 30% de filles) sont les plus financés. Via les projets A et B, davantage de moyens (71%) sont octroyés aux activités qui concentrent moins de filles, et qui ne concernent pas un grand nombre de garçons en nombre absolu. Les activités C et D où les filles sont majoritaires (en % et en nombre absolu) ne reçoivent que 29% des budgets. Les séjours, salles informatiques et salles de musique sont les activités les plus onéreuses.

5ème étape : Confirmer le soutien en interne, vers un travail plus collectif

Mi-juin, cette première « cartographie » a été **présentée au CA** et aux membres de l'équipe. Elle a soulevé des réactions enthousiastes chez certain.es, plus mitigées pour d'autres, dubitatives pour beaucoup ... on s'en doutait, on le savait déjà, on ne peut pas forcer les gens à, c'est la culture qui veut ça, c'est normal à l'adolescence, qu'est-ce qu'on peut faire ?

Malgré ces réticences, le CA a décidé de poursuivre le travail (appuyé notamment par l'élue municipale) et de mener une **analyse plus qualitative**, pôle par pôle, passant par des discussions avec les équipes, mais aussi avec les jeunes (filles et garçons), et des échanges avec les parents de jeunes inscrits au Centre (certaines familles inscrivant au Centre leurs garçons et pas leurs filles). Ce travail a eu lieu entre juillet et octobre. **Le temps de travail de Sophie dédié à ce projet est passé de 2 à 3 h par semaine.**

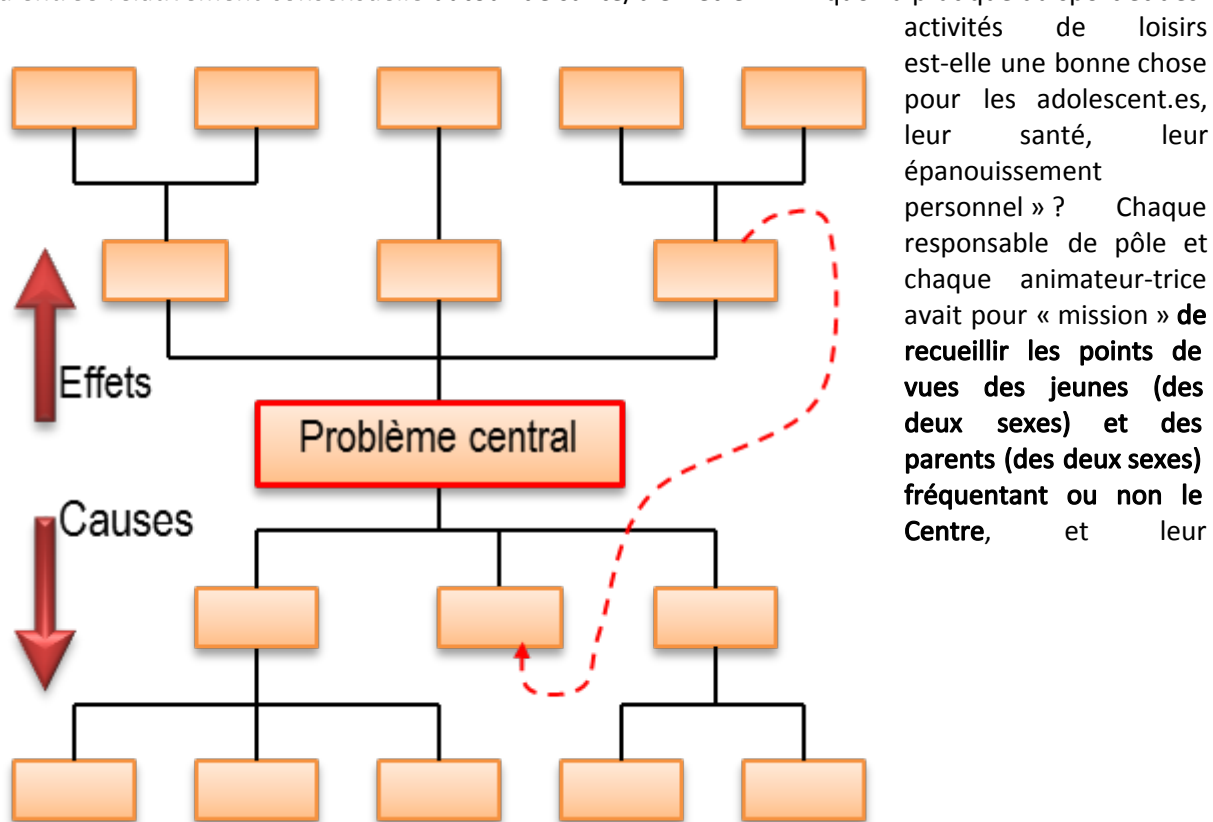
6ème étape : Etablir un diagnostic participatif "en cascade"

Par le biais du collectif des associations locales impliquées dans l'égalité femmes-hommes, elle a obtenu une aide bénévole (gratuite, n'ayant pas de budget!) pour **co-préparer une stratégie de diagnostic participatif en cascade, à partir des équipes.**

A/ Avec les équipes, Sophie a organisé un cycle de cinq séances de diagnostic participatif, une par pôle : Chaque rencontre a duré 1h30, prise sur le temps de travail/réunion habituel des équipes.

La méthodologie utilisée était connue de la plupart des salarié.es : il s'agissait de l'arbre à problèmes, explorant les causes et les effets de la faible ou de la non-mixité de certaines activités. Les constats de la cartographie ont servi de point de départ. Les discussions ont porté sur les activités les plus déséquilibrées en termes de mixité, dans un sens comme dans l'autre. La discussion a montré que les raisons invoquées pour expliquer la non/faible mixité reposaient davantage sur des hypothèses, voire des « représentations » non avérées que sur des « preuves ». Sophie a soigneusement gardé les arbres à problèmes et a rédigé une fiche pour chaque pôle reprenant les points saillants des échanges.

Après ces séances, les équipes ont collectivement décidé de poursuivre le diagnostic auprès des jeunes et des parents. Pour ne pas « braquer » les positions, elles ont décidé de **choisir une porte d'entrée relativement consensuelle** autour de santé/bien-être : « En quoi la pratique du sport et des



explications/justifications sur la faible participation des filles (et leurs idées pour éventuellement changer la situation).

B/ Pour obtenir les perspectives des jeunes, les équipes ont fait plusieurs choses :

- Profiter des différentes activités des pôles pour ouvrir la discussion de manière informelle, en partant des chiffres constatés de la participation
- Créer, avec les jeunes de l'atelier numérique, un questionnaire en ligne envoyé par mail aux licencié.es et adhérent.es du Centre
- Distribuer le questionnaire sous format « papier » à retourner anonymement au Centre (1 partie destinée aux jeunes, une autre à leurs parents)
- Collaborer avec le collège local - Un **rapide sondage auprès des classes de 6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème} et 3^{ème}** a confirmé qu'à la fin de la 5^{ème}, seules 25% des filles avaient une pratique sportive régulière hors du collège, contre 75% des garçons. Les chiffres de fréquentations des centres culturels et sportifs sont à peu près identiques pour les adolescent-es de plus de 14 ans.

C/ Avec les parents, un café des parents et un café citoyen ont été consacrés au sujet. Les reportages de la web-tv ont été ressortis à l'occasion car ils fournissaient des informations qualitatives

intéressantes sur les raisons de la faible participation des filles aux activités, et/ou leurs difficultés à les poursuivre. Les échanges ont permis de **faire entendre le point de vue des filles (quelques unes étaient présentes) et de les croiser avec celui des adultes du quartiers (femmes et hommes), des élu.es invité.es.**

Des discussions informelles ont également été lancées pendant les ateliers fréquentés par des adultes (fréquentés par des femmes - cuisine, nutrition, couture, sorties, alphabétisation numérique, épicerie sociale - mais aussi mixtes, par exemple les jardins partagés). Une association locale partenaire du Centre et travaillant sur la santé et la parentalité a apporté sa contribution en recueillant les avis des adultes, femmes et hommes, fréquentant sa structure. Sur le marché, les équipes ont monté un stand "sport et santé des jeunes" pour interpeller les parents dont les enfants - filles notamment - ne fréquentent pas le Centre.

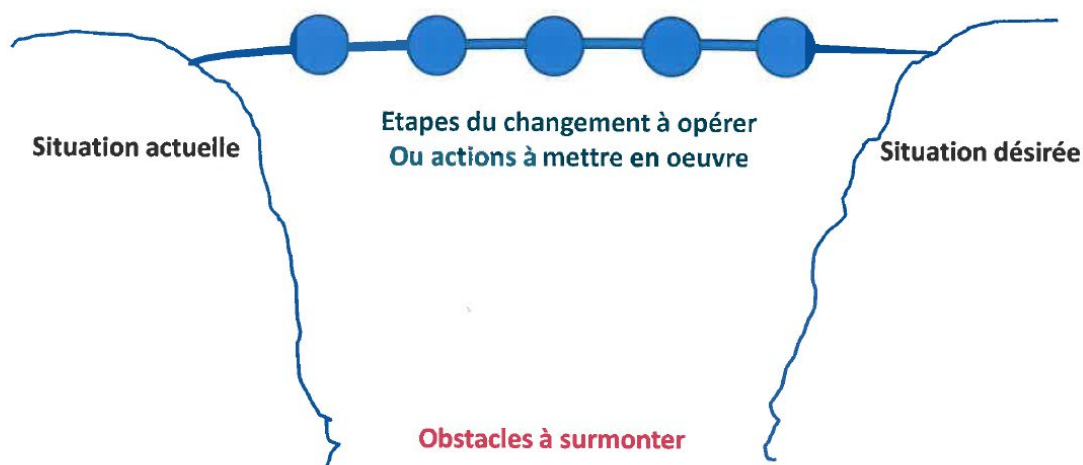
7ème étape : Définir collectivement une stratégie

A partir de novembre, toutes les équipes du Centre se sont réunies pour reprendre **les résultats des séances arbres à problèmes" et les confronter aux résultats des différentes « enquêtes »**. Elles ont confirmé l'appréhension, parfois la réticence des filles (et des parents) à participer à des actions mixtes au delà d'un certain âge, à se déplacer dans l'espace public – surtout le soir, mais aussi les attentes « domestiques » pesant sur les filles, les tabous liés au corps (règles notamment), l'inadéquation des aménagements (vestiaires) et de l'espace public (éclairage, espaces à traverser pas très sécurisants, et la liberté « naturellement » confiée aux garçons. L'attitude dominante des garçons lors des jeux, des sorties etc. a aussi été mentionnée.

Mais les résultats ont aussi montré que les filles ont envie de participer aux activités du Centre, que les parents ne sont pas forcément "contre" mais ont des craintes, et que les garçons ne sont pas conscients de leur comportement et de son impact sur les filles, que ce soit dans la rue ou dans le Centre. Ils sont comme les filles, un peu "gênés" par la mixité à partir d'un certain âge, mais pas réfractaires.

Des **lacunes internes au Centre** ont également été révélées : La communication est "non-inclusive" - tout est écrit au masculin, les illustrations photos sont plutôt stéréotypées etc.); le personnel n'est pas formé à l'égalité et la répartition des membres masculins/féminins sur les activités est également assez stéréotypée, les outils pour construire, valider et mener les projets ne tiennent pas compte de l'égalité - ne l'encourage pas, ne pénalise pas l'absence de mixité/égalité ; Le Centre ne dispose pas d'indicateurs permettant de mesurer l'impact de ses actions sur l'égalité et la mixité des sexes qui reflète une faible culture de l'évaluation en général et de l'usage de budget analytique.

Le « pont du changement » à mettre en oeuvre



Les **aspects positifs de la mixité combinée à un travail sur l'égalité** sont clairement ressortis dans les échanges : diminution des agressions, lutte contre le sexisme ordinaire (harcèlement de rue), estime de soi, effets sur les Centres d'intérêt stéréotypés ("quand les filles sont là, au lieu de ne faire que des kebabs-cinés, on fait des restos-musées !»), climat pacifié de "vivre ensemble" à l'école, collège, dans le quartier) etc.

Avec la méthodologie du « pont », l'équipe a ensuite **identifié un double objectif (mixité/égalité)** pour les deux années à venir :

- augmenter de 32 % à 50% la part des filles de plus de 13 ans aux activités du Centre
- faire passer 100% des projets de la catégorie A à la catégorie B et recentrer la moitié au moins des projets de la catégorie C ciblant les filles sur des actions visant spécifiquement leur **autonomisation** (prise de parole, estime de soi, affirmation dans l'espace public etc.)

Plusieurs pistes de travail ont été identifiées :

Année 1

1. *former les équipes à l'égalité filles-garçons et à des pédagogies d'animation non sexiste*
2. *former les jeunes filles et garçons à la mixité, à l'égalité des sexes, image/respect du corps etc. (mixte/non mixte)*
3. *organiser des temps dédiés à l'égalité, aux violences, à la mixité dans l'espace public (parents/enfants/mixtes et non mixtes) en les ancrant dans des activités existantes (cafés des parents, soirée jeux ...)*
4. *travailler auprès des parents (des deux sexes) pour les rassurer sur la sécurité des filles au sein du Centre*
5. *retravailler les outils de communication du Centre pour y intégrer systématiquement l'égalité filles-garçons (textes, images, paragraphe dédié ...),*
6. *mettre au point des outils pour systématiser l'intégration de l'égalité dans les projets, et des indicateurs d'impact*

Année 2

7. *enclencher un travail de recrutement des filles au collège pour les activités sportives et culturelles*
8. *ouvrir des créneaux temporaires non-mixtes sur certaines activités pour attirer les filles*
9. *offrir des bourses aux filles pour les camps à l'extérieur*
10. travailler avec la bibliothèque / médiathèque locale pour acquérir des ouvrages et des jeux non-sexistes
11. *enclencher des projets en partenariat avec le collège et des associations locales sur l'égalité femmes-hommes.*

8ème étape : Valider la stratégie auprès des usager.es du Centre

Les orientations pour un travail sur l'égalité ont été partagées avec un groupe de parents qui s'étaient montrés particulièrement réceptif, et avec la mairie, des partenaires locaux qui avaient contribué au diagnostic (collège, associations ...) menant à des ajustements visant notamment à mieux impliquer les adultes et les enfants dans la mise en oeuvre du projet et à créer une synergie sur tout le quartier.

Pour convaincre le CA, craignant pour le budget, Sophie a bien insisté sur le fait que certaines de ces activités sont **transversales** et peuvent s'effectuer à budget constant - mais en affectant du temps de travail - car elles entrent dans les prérogatives et actions « classiques » du Centre. Certaines en revanche sont des **actions spécifiques** demandant de nouveaux budgets dédiés (italique). Toutes entrent dans le mandat de tout CSCS d'assurer l'accès pour toutes-tous aux activités de loisirs, aux sports et de concourir à la mixité, la lutte contre les discriminations, la lutte contre l'insécurité, l'égalité des sexes et le vivre ensemble. Au final, ré-intégrer des filles aura aussi un effet positif sur les effectifs, et donc la "santé financière" du Centre.

9ème étape : Déposer le projet pour financement à l'appel à projets du contrat de ville

En décembre, ces actions ont été **intégrées au projet déposé dans un dossier COSA auprès du contrat de ville, avec un engagement des partenaires financeurs négocié sur deux ans (parce que le changement des comportements, ça prend du temps!)**.

Le projet a obtenu une subvention de 8000 euros (ville, Etat, CAF, financement privé D'clics).

10ème étape : Organiser le suivi et la capitalisation

Il est prévu d'ouvrir un espace spécifique égalité/mixité sur le site web, et de relayer cette action visiblement dans la lettre du Centre. Un groupe multi-acteurs "mixité/égalité" va se mettre en place sur le quartier, impliquant des professionnel.les mais aussi le conseil de quartier, conseil citoyen, associations de femmes, conseil municipal des jeunes ... en visant (ça se travaille) une participation paritaire femmes-hommes/filles-garçons et un mélange des âges, origines, religion, handicaps etc. bien évidemment.

Sophie a été désignée comme **référente** auprès du directeur et du CA pour piloter et suivre ce projet à raison d'un jour par semaine, en lien direct avec les responsables des différents pôles et des structures locales associées. Il est déjà prévu qu'à la fin de la première année, elle aille témoigner de cette mission dans le réseau régional des Centres sociaux et lors de l'AG nationale des Centres Sociaux.

Y'a plus qu'à ... la suite l'année prochaine!

Une histoire pas totalement inventée rédigée par Claudy Vouhé (L'Etre Egale), avec le soutien de Cécile Dublanche (Villes au Carré), septembre 2017